

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
23 juin 2014

Original : français

**Lettre datée du 23 juin 2014, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous transmettre une lettre datée du 20 juin 2014 du Représentant spécial de la Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syriennes concernant la menace représentée par l'État islamique d'Iraq et du Levant et les liens de cette organisation avec le régime de Bachar Al-Assad (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire circuler le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

(Signé) Gérard **Araud**



**Annexe à la lettre datée du 23 juin 2014 adressée
au Président du Conseil de sécurité par le Représentant
permanent de la France auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

[Original : anglais]

Au nom du peuple syrien et de la Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syriennes, je vous écris pour vous faire part de ma vive inquiétude vis-à-vis des succès militaires enregistrés récemment par l'État islamique d'Iraq et du Levant en Syrie et en Iraq (EIIL) et souligner que le Conseil de sécurité doit prendre d'urgence des mesures globales et durables pour mettre fin à cette menace qui pèse sur la paix et la sécurité internationales.

C'est à l'ensemble des membres du Conseil de sécurité qu'il incombe au premier chef d'instaurer et de maintenir la paix et la sécurité internationales. Comme le prévoit l'Article 24 de la Charte des Nations Unies, le Conseil a le devoir de s'acquitter de cette tâche dans les endroits où il existe une menace pour la paix et la sécurité internationales. Il semble de plus en plus clair que le régime d'Assad, qui a permis à l'EIIL de se développer, constitue précisément une telle menace.

Les Syriens ne veulent pas de l'EIIL dans leur pays ou leur région. L'extrémisme violent de ce groupe n'a pas sa place en Syrie, où le peuple attache depuis longtemps une grande valeur à sa riche diversité ethnique et religieuse. L'EIIL, qui a vu le jour en Iraq lors de l'insurrection qui a secoué le pays, est par la suite allé s'implanter en Syrie, ce qui lui a permis de commencer, il y a quelques mois, à mener des opérations transfrontières qui se poursuivent encore aujourd'hui. Le peuple syrien a toujours été hostile à l'EIIL; en janvier dernier, les forces de l'Armée syrienne libre ont d'ailleurs lancé une offensive généralisée contre le groupe. Tout particulièrement au cours des six derniers mois, l'Armée syrienne libre a gagné beaucoup de terrain contre l'EIIL, le forçant à céder le contrôle de plusieurs zones de Syrie. L'Armée syrienne libre a en effet été la première à prendre conscience du danger que ce groupe représentait et à lutter contre lui. Ce combat se poursuit aujourd'hui.

Le régime syrien n'a pas fait preuve de la même mobilisation, bien au contraire. Assad et ses partisans ne se sont pas contentés d'ignorer la menace représentée par l'EIIL; ils se sont employés à la renforcer.

Le 10 juin 2014, l'EIIL a pris le contrôle de Mossoul, la deuxième ville d'Iraq, et d'une grande partie de la province de Ninive. Depuis, le groupe vise la capitale, Bagdad, en vue d'atteindre son objectif ultime, à savoir mettre en place un califat en Iraq et plus généralement dans la région du Levant.

Au début de la révolution, le régime syrien a libéré les extrémistes emprisonnés, lesquels ont par la suite rejoint les rangs de l'EIIL et d'autres groupes terroristes actifs en Syrie. Depuis l'incursion de l'EIIL en Syrie en avril 2013, le régime d'Assad a protégé les forces du groupe et les a aidées à exercer leurs pratiques brutales contre l'opposition et le peuple syriens. Les forces loyales au régime d'Assad ont soigneusement évité le quartier général de l'EIIL et les zones sous son contrôle, s'abstenant largement de s'en prendre à ses bastions de Raqqa, Jarablus et Al-Danna (Idleb). L'État islamique d'Iraq et du Levant, quant à lui, a épargné les zones contrôlées par le régime à Deir Ezzor et à Alep, préférant lancer

des attaques contre des groupes d'opposition modérés et utiliser leurs ressources pour exercer une domination brutale sur les civils syriens. Certains éléments semblent également indiquer que des avions de guerre du régime ont assuré la protection des forces de l'EIIL lors d'attaques visant l'Armée syrienne libre.

L'alliance tactique du régime syrien avec l'EIIL prend également la forme d'un réseau de soutien financier. Dans des zones telles que la Province de Deir Ezzor, l'EIIL a pris le contrôle de gisements de gaz et de pétrole lucratifs, dont il vend la production directement au régime syrien. Tout en faisant semblant de lutter contre la terreur, Assad appuie les opérations terroristes du groupe en veillant à ce qu'il dispose des moyens financiers voulus pour mener ses campagnes militaires violentes et barbares en Syrie et en Iraq.

Les forces du régime ne se contentent pas d'apporter leur aide aux militants de l'EIIL; il semblerait en effet qu'elles leur dispensent une formation. Les récits de ceux qui ont été torturés donnent à penser que les forces du groupe reproduisent les techniques classiques de torture du régime. Il a été signalé que certains émirs de l'EIIL étaient de loyaux officiers du régime syrien et que les munitions utilisées par le groupe avaient été produites dans les usines du Ministère syrien de la défense. Le régime syrien aurait facilité l'entrée sur le territoire syrien des éléments étrangers de l'EIIL en les aidant à se procurer des visas iraniens, des passeports russes et des cartes SIM iraniennes. De fait, selon des informations diffusées dans les médias, le gouverneur de la province de Ninive a confirmé que l'EIIL et le Gouvernement syrien entretenaient des liens de coopération.

Il ne fait aucun doute que l'aggravation de l'instabilité et de la violence en Iraq est directement liée au régime d'Assad. Assad ne se borne pas à renforcer l'EIIL mais s'emploie activement à créer un terrain favorable aux terroristes étrangers qui ambitionnent de compromettre la paix et la stabilité dans l'ensemble de la région. Avec l'aide d'Assad, la Syrie est devenue une base pour les attaques terroristes lancées en Iraq, tout comme l'Iraq a jadis servi de base pour les incursions d'Al-Qaida en Syrie. Pour avoir raison de l'EIIL en Iraq, le Conseil de sécurité doit prendre des mesures décisives visant à mettre fin au conflit syrien. En sa qualité de représentante légitime du peuple syrien, la Coalition syrienne vous demande d'adopter d'urgence, au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, une résolution menaçant le régime syrien de mesures concrètes et énergiques s'il continue d'aider les forces de l'EIIL et de renforcer leurs moyens d'action. En outre, nous vous prions de faire davantage pression sur le régime syrien pour qu'il accepte les dispositions du communiqué de Genève et reconnaisse la nécessité de les appliquer. Seule une solution politique conduisant à une transition démocratique offrira à la Syrie la paix et la stabilité dont elle a besoin pour neutraliser des groupes tels que l'EIIL et empêcher Assad de se rendre complice d'attaques terroristes.

L'aggravation de l'instabilité en Iraq n'est pas une fatalité. Il est possible de couper court à l'influence croissante de l'EIIL. Pour ce faire, il faut mettre un terme au conflit en Syrie et lancer une action collective menée par un Conseil de sécurité uni.

(Signé) **Najib Ghadbian**
Représentant spécial de la Coalition nationale
des forces de la révolution et de l'opposition syriennes
auprès de l'Organisation des Nations Unies